



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction des Collectivités Locales
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques

ARRÊTÉ

du 5 AVR. 2016

mettant en demeure la société LE COMPTOIR AGRICOLE DE HOCHFELDEN à Marckolsheim
de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 et de
l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 mai 2001 réglementant ses installations

Le Préfet de la région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine
Préfet de la zone de défense et de sécurité Est
Préfet du Bas-Rhin

- VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I,
- VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables,
- VU l'arrêté préfectoral du 16 mai 2001 autorisant l'exploitation, au titre du livre V, titre I^{er} du code de l'environnement, d'un silo à grains et de séchoirs sur le territoire de la commune de Marckolsheim par le COMPTOIR AGRICOLE DE HOCHFELDEN,
- VU le rapport du 9 mars 2016 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, chargée de l'inspection des installations classées,

CONSIDÉRANT que l'article 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 prévoit que les dates de nettoyage de l'installation doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées et est applicable dès sa publication aux installations existantes,

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas présenté lors de la visite du 30 septembre 2015, ni transmis ultérieurement à l'Inspection le registre mentionnant les dates de nettoyage de l'installation de Marckolsheim comme défini à l'article 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004,

CONSIDÉRANT que l'article 8.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 mai 2001 prévoit un contrôle annuel des effluents gazeux rejetés, que ces contrôles permettent le suivi de l'installation et la surveillance de ses effets sur l'environnement,

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas présenté lors de la visite du 30 septembre 2015, ni transmis ultérieurement à l'Inspection les résultats des contrôles effluents gazeux rejetés par les installations de Marckolsheim, que ces éléments sont nécessaires pour justifier de la réalisation des mesures des rejets atmosphériques,

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »*,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société le COMPTOIR AGRICOLE DE HOCHFENDELN, située 35 route de Strasbourg à Hochfelden (67270), est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations de Marckolsheim situées en Zone Industrielle et Portuaire, dans un délai d'un mois, les prescriptions des articles 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 et 8.3 de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2001, reprises ci-après :

- l'article 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 :
« Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières. »
- l'article 8.3 de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2001 :
« Les effluents gazeux rejetés sont contrôlés en cours de campagne, avant toute dilution, selon la fréquence suivante :

<i>Nature de l'installation / identification de l'émissaire</i>	<i>Paramètres</i>	<i>Périodicité</i>
<i>Séchoir</i>	<i>Poussières, SO₂, NO_x</i>	<i>annuelle</i>
<i>Silos</i>	<i>Poussières</i>	<i>annuelle</i>

Les conduits et cheminées d'évacuation des rejets atmosphériques sont équipés de dispositifs obturables et commodément accessibles permettant le prélèvement en discontinu et dans des conditions conformes aux normes françaises en vigueur, d'échantillons destinés à l'analyse. »

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement,

Article 3 :

Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin, le Directeur de la société Le COMPTOIR AGRICOLE DE HOCHFELDEN, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (service de l'inspection des Installations Classées), le maire de Marckolsheim, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

LE PRÉFET

P. le Préfet,
Le Secrétaire Général

Christian RIGUET

Délais et voies de recours

Article R.514-3-1 du code de l'environnement

Sans préjudice de l'application des articles L.515-27 et L.553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L.514-6 et aux articles L.211-6, L.214-10 et L.216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de Strasbourg): l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.